

Extrait du FAKIR | Presse alternative | Edition électronique

<http://www.fakirpresse.info/La-fiction-des-relocalisations,265.html>

# La fiction des « relocalisations » (3)

- Articles -



Date de mise en ligne : mercredi 28 septembre 2011

---

Copyright © FAKIR | Presse alternative | Edition électronique - Tous droits

réservés

---

Ça a l'air sympa, les « relocalisations » : un refrain joyeux, entonné du MEDEF aux socialistes, en passant par l'UMP, les écolos - et jusqu'au NPA. Mais ça représente combien d'emplois ? Presque pas. Derrière ces couplets optimistes, c'est le lâchage de la classe ouvrière qui se poursuit : plutôt que d'affronter la réalité, une industrie vendue à la découpe, on préfère le faux-nez des bonnes nouvelles. Un monde merveilleux où tout ira mieux...



## Le refrain des relocalisations

Voilà plus d'un an maintenant que ce refrain revient : « relocalisation » a le vent en poupe. Le mot fait consensus. Ségolène Royal traverse le salon de la [Haute Façon](#), et déclare que « la France doit gagner la bataille de la relocalisation », et c'est pour ça qu'elle vient, pour « saluer tous ceux qui se battent, les chefs d'entreprise, les ouvrières, les salariés, les représentants de la profession, parce que ce combat va être gagné », et « la France doit se battre pour ne pas laisser partir des savoir-faire des compétences, des métiers de très haute qualité », même si « les pays émergents ont le droit de fabriquer ». « Il faut tenir bon », exhorte-t-elle encore comme une générale qui félicite ses troupes. Mais une générale avec quelle tactique ? Quelles armes recommandent-elles dans cette « bataille » ? « Il faut informer les industriels qui délocalisent que s'il y a des retours pour des défauts, l'éloignement, les contrefaçons, peut-être qu'en faisant le calcul coût-avantages des délocalisations par rapport au fait de fabriquer français en proximité, sans risque de contrefaçon (...) avec l'étiquette Made in France, ils vont se rendre compte qu'ils ont intérêt à fabriquer en proximité » (Le Parisien, 31/03/2010). Autant la fin est trompée sur tous les tons - relocaliser ! -, autant les moyens paraissent inexistantes, ou dérisoires : « informer les industriels » !

Les écolos parient, eux, sur les circuits courts : « Aujourd'hui, le dumping social et environnemental des délocalisations est porté par un coût dérisoire du transport mondialisé. La crise énergétique impliquera une certaine relocalisation européenne des activités de fabrication, pour des raisons de coût du transport et de sécurité. Dans les sociétés de sobriété, il s'agit de concevoir, à une échelle régionale, la fabrication d'objets assez élaborés par des unités indépendantes des multinationales. » Là encore, l'objectif est louable : relocaliser. Mais on fait quoi, pour y parvenir ? On attend, simplement, que la pénurie de pétrole s'installe - et que le cours du baril de brut augmente ?



Cette « relocalisation », timide, gentille, pâlichonne, se sert aussi bien à la sauce libérale. Ainsi, en 2010, l'ancien ministre de l'Industrie, Christian Estrosi va satisfaire, à l'Assemblée Nationale, « la forte incitation à la relocalisation que vous appelez de vos vœux ». Comment ? Via « la suppression de près de 12 milliards d'euros de charges fiscales grâce à l'abrogation de la taxe professionnelle. » Et ce n'était qu'un début : « Dans le cadre des conclusions des États généraux de l'industrie, le Président de la République, le Premier ministre et moi-même serons sans doute amenés à proposer des aides à la relocalisation remboursables pour permettre aux entreprises françaises qui se sont délocalisées ces dernières années de réinvestir en France. » Les bancs du groupe UMP applaudissent, note le *Journal Officiel* (20/01/2010), tant ces députés sont toujours ravis d'offrir des cadeaux fiscaux et des ponts de subvention. Dans le mois qui suivait, une « enveloppe de deux cents millions » était débloquée. Puisque relocaliser est à ce prix...

Une année s'est écoulée depuis cette décision. J'ai donc appelé le ministère de l'Industrie, envoyé un courriel : eux n'ont pas de « données sur la réalité de ce mouvement ». Ce qui n'empêche pas le gouvernement, néanmoins, de communiquer... Seule évaluation aperçue sur Internet, sur le site de l'[Expansion](#) : pour « l'économiste El Mouhoub Mouhoud, professeur à l'université Paris-Dauphine le combat est presque perdu d'avance : il estime qu'il y a en France en moyenne une relocalisation pour vingt délocalisations. »

## Dénégation du réel

Dans la « première région ouvrière de France » (d'après *Le Figaro*), les élus picards sont bien placés pour la connaître, « la réalité du mouvement ».

Qu'on se penche sur deux tableaux commandés à l'INSEE (voir [la fiction des « relocalisations » partie II](#)) : les 30 plus grands établissements au 31 décembre 1996 pour le département de la Somme, et le même classement au 31 décembre 2008. C'est une enquête toute bête, et pourtant éclairante sur le chemin parcouru, en une décennie, ici et partout en France. Dans cette liste, au milieu des administrations et des services publics (le « centre hospitalier régional » n°1, la « commune d'Amiens » n°2, le « département de la Somme » n°4, la « Société nationale des chemins de fer français » n°5, etc.), on dénombrait encore quinze usines au milieu des années 90. Il en reste sept,

désormais. En douze ans, la moitié a disparu de la liste. Une véritable hécatombe industrielle. Et ceci, *avant la crise*.

*Et en plein dans cette débâcle, nos responsables se félicitent de « relocalisations » ! Comme si en juin 40, l'état-major publiait des communiqués triomphalistes - tandis que les troupes reculaient jusque Bordeaux...*

Il y a pire que de l'aveuglement, là-dedans.

Du mépris. Entre ces deux tableaux, en filigrane derrière ces colonnes bien ordonnées, pour des milliers de familles la vie est devenue une angoisse, il y en a des milliers, comme Gillette, ouvrière évacuée de chez Parisot, son mari de chez Peaudouce : « *Une fois, on est allés en vacances. Une fois, cinq jours à Quend Plage. Sinon, on a travaillé toute notre vie. Et on se retrouve avec quoi ? Rien. On n'a même plus une cuillère à café, à nous. On a remboursé notre dette, mais on ne vit plus chez nous, on habite chez notre fille, notre beau-fils. C'est pas facile. On se demande pourquoi on vit. À Noël dernier, d'ailleurs... (Silence.) On a failli... (Silence.) Enfin, je lui ai parlé de nous tuer, à mon mari.* » Mais de tout cela, pas un mot. Comme si eux ne comptaient pour rien.

## Dans la gauche de gauche



C'était le 5 janvier 2010, au procès en appel des Contis, devant le Palais de Justice d'Amiens. Olivier Besancenot grimpe les marches du bâtiment. Ma marotte me titille, mais j'hésite, par civilité, pour ne pas déranger. D'autant qu'il a l'air crevé : il tenait un meeting, dans mon quartier, hier soir. Après quoi il a sans doute tenu un après-meeting, pour refaire le monde avec ses camarades autour d'un pot. Dans le hall, y a la queue, à cause du portique de sécurité. On piétine côte à côte. On patiente. Je me décide, tant pis pour la courtoisie...

- *Monsieur Besancenot, excusez-moi de vous déranger, je fais un petit journal qui s'appelle Fakir...*

- *Oui ?*

- *... et je me demandais ce que vous pensez du protectionnisme ?*

- *Ah...*

Il a comme un mouvement de surprise, de recul, qu'on ne lui pose pas une énième *question d'actu* sur les Contis, Sarkozy, les régionales, le dernier sondage, qu'on se lance dans la théorie économique dès le lever. Puis il se redresse, se reprend :

- *Au NPA, on est contre. Ça va juste renforcer le pouvoir des capitalistes et des actionnaires, dresser les travailleurs les uns contre les autres, pénaliser les salariés du Sud, aider les capitalistes du Nord.*

Il regarde ailleurs, vide ses poches, le débat semble clos.

- *Mais, quand vous voyez les Contis, comme les salaires sont trop élevés en Picardie, on envoie l'usine en Roumanie... Est-ce que ce n'est pas ça, justement, je ne sais pas, qui dresse les peuples les uns contre les autres ? Est-ce qu'on ne se dirait pas que, contre le dumping social, il faudrait des taxes douanières ?*

- *Non, nous sommes contre toute mesure qui pourrait réveiller les nationalismes.*

Il se retourne, dépose ses clés dans un petit bac en plastique.

- *Mais alors, qu'est-ce qu'on doit faire ?*

- *Il faut soutenir les luttes des travailleurs, toutes les luttes, partout en Europe et dans le monde : c'est la seule solution pour que la classe ouvrière conquiert de nouveaux droits.*

Il passe sous le détecteur, qui ne sonne pas.

Je le rattrape :

- *Mais qu'ils luttent ou pas contre les délocalisations, de toute façon...*

- *Elles relocalisent, y a des tas de boîtes qui relocalisent. Pour obtenir des aides publiques...*

- *C'est des exceptions. Y en a pas beaucoup.*

- *Si, y en a plein, moi j'en connais plein.*

- *Moi pas. C'est juste quelques exemples, mis en valeur par le Medef et les médias...*

- *Appelez le NPA, ils vous donneront une liste.*

- *Mais le mouvement général, c'est quand même une perte d'emplois industriels...*

- *C'est vrai pour tous les pays du Nord. On assiste à un déclin de l'industrie vers d'autres formes d'emplois.*

J'arrête, je l'embête.

Les magistrats rentrent dans la salle, on se lève, ils lisent le jugement à voix haute et on ne comprend rien : est-ce que les Contis ont gagné ? Est-ce qu'ils ont perdu ? C'est la confusion. Un cercle entoure l'avocate, mais elle non plus n'a pas bien saisi. Elle parcourt les feuilles, pressée de *Alors ? Alors ?*, tourne les pages, et livre son verdict : y a pas de prison, même avec sursis, juste des amendes. Ouf.

Pour les caméras, et les copains dehors, les prévenus sortent du Palais en levant les bras, avec le V de la victoire. « *On considère ça comme une relaxe, on est heureux, soulagés*, déclare Xavier Mathieu aux micros. *C'est la fierté de la classe ouvrière qui a été relaxée, une victoire.* » Un couplet que reprend Arlette Laguiller : « *C'est vraiment une victoire des travailleurs* ». Partout, bientôt, du Parti de Gauche à SUD jusqu'à *Barricata* (Fanzine de contre-culture antifasciste et libertaire) résonnera ce refrain d'une « *longue lutte victorieuse* ». Pourquoi pas. On a besoin de ça, de se ranimer la flamme, même avec du triomphe en trompe l'oeil, même en se mentant un peu. Parce que, malgré toutes leurs actions, toute leur bravoure, les Contis n'ont pas sauvé l'essentiel : les 1120 emplois. Qui ne seront plus dans l'Oise ni pour eux, ni - et c'est plus grave, sans doute - pour leurs enfants. Un bastion ouvrier disparaît, un de plus, mais leurs leaders repeignent ça en succès : « *Ça fait chaud au coeur*, se félicite Olivier Besancenot. *C'est un encouragement pour tous ceux qui luttent, qui résistent et ne lâchent pas.* »

De retour chez moi, j'appelle le NPA. Puis j'envoie un courriel. Non, me répond-on : eux ne disposent d'aucune donnée sur les relocalisations.

Je retranscris l'échange avec Besancenot, et j'éprouve comme un vague désarroi. Tant de contre-vérités, d'insuffisances, en si peu de phrases :

1 - le protectionnisme « *va juste renforcer le pouvoir des capitalistes et des actionnaires* ». Mais pourquoi, alors, au cours de tous les G7, G20, Davos, etc., les présidents, ministres, patrons, bref tous les dirigeants capitalistes s'emportent contre la « *menace protectionniste* » ? Par altruisme ?

2 - le porte-parole du NPA s'attache à des détails - de très rares relocalisations (et pour une poignée d'emplois), des aides publiques scandaleuses (mais qui pèsent peu dans la balance) - pour éviter le fond du problème, cette concurrence instaurée à l'échelle de la planète.

3 - la « *solution* » qu'il présente - la lutte, partout, en France, en Europe, dans le monde - apparaît bien lointaine, sinon illusoire.

4 - il en ressort, finalement, un sentiment de fatalité : de toute façon, le « *déclin de l'industrie vers d'autres formes d'emplois* » est inévitable. Un Dominique Strauss-Kahn, une Christine Lagarde, un Jean-Pierre Raffarin ne diraient pas mieux...